

Les AESH en grève devant la préfecture du Calvados réclament "un vrai métier, un vrai salaire, un vrai statut"

Simon Cardona

3-4 minutes

Les PIALs (pôles inclusifs d'accompagnement localisés) représentent le nouveau cheval de bataille des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Ces personnels craignent qu'à la rentrée, la nouvelle organisation promise par la direction académique du Calvados, via les **PIALs**, dégradent leurs conditions de travail et impactent aussi les enfants qu'elles accompagnent. Elles ont manifesté devant la préfecture de Caen jeudi 03 juin à la mi-journée.

24 heures par semaine, contre 800 € mensuels

Il y a encore quelques mois, voire quelques années, ces AESH **accompagnaient deux, voire trois enfants** en situation de handicap. Ce sera chose révolue à la rentrée scolaire, assure les grévistes rassemblées devant la préfecture. Ces PIALs, vont les affecter *"de manière aléatoire sur plusieurs établissements du département"*. Elles auront plus d'élèves à suivre, et *"donc moins de temps à leur accorder"*.

Le ministère de l'Éducation nationale explique que c'est grâce aux PIALs que tous les enfants en situation de handicap pourront être accompagnés. Un système de fonctionnement **expérimenté dans plusieurs établissements scolaires** du Calvados. Nathalie, AESH depuis 14 ans, s'occupe aujourd'hui de neuf élèves : *"Il y en a que je ne vois qu'une heure par semaine. Je ne les connais pas. On est des pions qu'ils vont déplacer à leur bon vouloir."*

"Tout ce qu'on m'a proposé, c'est de m'arranger avec les parents d'un autre enfant handicapé" - Dominique, parent d'élève

"C'est vraiment très dur de le voir pleurer toute la journée, il est tombé en dépression. Donc là, il est sous antidépresseurs... à huit ans, confie Dominique, une mère d'un élève autiste de huit ans, présente aussi à la manifestation. Prof de mathématiques, elle a dû mettre de côté son travail pour s'occuper de son garçon

déscolarisé, qui n'a pas eu d'AESH cette année, faute d'effectif.
Tout ce qu'on m'a proposée, c'est de m'arranger avec les parents d'un enfant d'une autre classe qui a un AESH individualisé, pour prendre quelques heures de cet AESH pour mon fils." Une solution inacceptable pour Dominique.

Et même si les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIALs) lui permettent d'avoir un AESH à la rentrée, cette maman n'espère pas grand-chose d'un **accompagnant** qui va passer "*quatre heures par semaine*" avec son garçon. "*Mon fils ne tient pas le coup avec dix heures de scolarisation hebdomadaire. Il a vraiment besoin de quelqu'un.*"

En plus de demander l'abandon des PIALs, les AESH grévistes réclament une titularisation, pour devenir **fonctionnaire de l'État**.